

Spécial 1er degré

Sommaire

- Édito p. 1
- Carte scolaire p. 2
- OCDE : qui se cache derrière ses préconisations ? p. 3
- Harcèlement à l'école p. 6
- Interpro p. 7

Illustrations :

Marc LE ROY, Thibault ROY

Équipe nationale 1^{er} degré de la CGT Éduc'action :

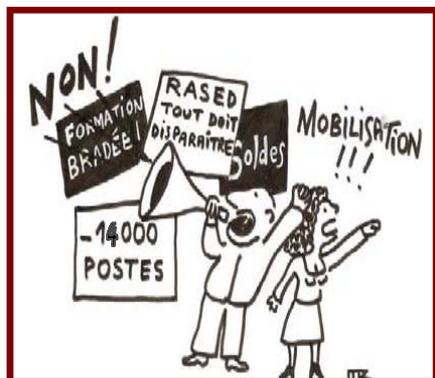
Henri BARON, Luc BRIATTE,

Fabienne CHABERT,

François-Xavier DURAND, Jean GRIMAL,

Yvon GUESNIER, Marc LE ROY,

Ana MACEDO, Jérôme SINOT



ÉDITO

Au moins on sait ce qui nous attend !!!

En 5 ans de gouvernement Sarkozy-Fillon, les Services Publics – et l'Éducation Nationale plus particulièrement – ont subi des attaques sans précédents. À la volée :

- 80.000 postes supprimés dans l'Éducation Nationale soit près de 10% des effectifs, excusez du peu !
- Mise en place de l'aide dite personnalisée qui acte la suppression des RASED et de l'aide spécialisée aux enfants en difficulté.
- Instauration de programmes rétrogrades
- Suppression de la formation initiale des enseignant-es et quasi disparition de la formation continue.
- Fichage systématique des enfants avec Base-élève.
- Remise en cause du droit de grève par la mise en place du SMA.

On en passe et des meilleures...

Suivant cette logique, le candidat président nous promet un avenir qui ne se s'annonce pas des plus merveilleux...

- Mise en place de la TVA sociale (alléger les "charges" du patronat pour augmenter les bénéfices des actionnaires) au détriment des salarié-e-s consommateurs.
- Baisse programmée des salaires.
- Baisse des prestations sociales.
- Suppression des 35 heures.
- Suppression lente mais certaine de l'enseignement professionnel public au profit d'un apprentissage sous la coupe du patronat.
- Suppression du collège unique par la mise en place de l'école du socle commun...

Là aussi on en passe...

Il n'est pas dans le rôle d'une organisation syndicale de donner une position à la veille d'échéances politiques, et la CGT reste fidèle à cette orientation. Mais face à une telle politique et à de tels projets, nous ne pouvons que partager la phrase de Bernard Thibaut prononcée lors du meeting national sur les retraites du 31 janvier : « Je crois pouvoir dire sans trop m'avancer : vous aurez du mal, monsieur le futur candidat, à trouver dans cette salle et chez ceux qui nous écoutent beaucoup de supporters pour vous aider à remplir cinq ans de plus à l'Élysée ».

La CGT Éduc'action restera mobilisée pour construire la contestation contre cette politique rétrograde de destruction massive. Mais ne nous trompons pas : avant et après ces élections, **l'action syndicale s'imposera** pour permettre des avancées sociales.

Yvon GUESNIER

CARTE SCOLAIRE

Les soldes continuent : tout disparaître (ou presque) !



Conséquence directe de la volonté de réduire à néant les services publics (dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite) et d'un budget qui fait la part belle au privé depuis dix ans, la carte scolaire 2012 qui est peu à peu dévoilée dans les départements entérine la fin des Rased et de la formation. Comme nous l'avons annoncé, quand il devient difficile de rogner sur ces types de postes dont la disparition a du mal à mobiliser les parents d'élèves et parfois même les collègues, les inspecteurs d'Académie sont amenés à fermer les classes pour répondre aux exigences ministérielles.

Quelques exemples.

Dans la capitale, l'Inspecteur d'Académie – qui semble s'étonner du regain d'attractivité de l'école privée à Paris – poursuit le démantèlement des Rased : il prévoit la suppression de 12 postes de maître G, 21 postes de maître E, 2 postes de psychologue scolaire et 7 postes de soutien ! Il pioche dans les brigades de formation continue (25 postes) et ferme 40 classes de primaire. Il ouvre au compte-compte et n'est pas dérangé par une école du 20^e arrondissement qui aura 30 élèves par classe en moyenne à la prochaine rentrée ! Objectif : rendre 98 postes au Ministère !

Dans les Hauts de Seine, l'IA récolte les fruits de sa géniale politique : comme des dizaines de postes de Rased n'étaient pas pourvus du tout ou par des enseignants non spécialisés en 2011-12, il les supprime carrément en 2012-13 en espérant que cela fera moins de vagues... 81 postes ainsi récupérés !

En Haute-Garonne, les mesures annoncées pour la rentrée 2012 détruisent les RASED : sont supprimés 30 postes de maître G (sur 50) et 48 postes de maître E (sur 68) mais également les 18 postes de RASED bloqués pour l'année dont 2 postes de psychologue.

Dans le Nord, c'est 23,5 postes E et 14,5 G qui sont rayés de la liste. 207,5 classes maternelles ou élémentaires sont fermées ! Même les écoles en ÉCLAIR n'y échappent

pas, même les "généreux" moyens accordés jusque là puisqu'un quart des postes de coordonateur est supprimé.

Dans l'Aude, malgré plus de 500 élèves supplémentaires en septembre, 30 postes sont supprimés : l'IA prélève donc son quota dans les Rased et la formation continue...

Dans l'Isère, même topo : malgré l'augmentation du nombre d'élèves, l'IA rend 57 postes qui toucheront d'abord les élèves les plus en difficulté (21 postes de Rased et 25 postes de co-enseignants).

Dans certaines académies, la saignée est impressionnante : près de 4% des emplois du 1^{er} degré seront supprimés d'ici la prochaine rentrée dans l'ensemble des trois départements du Limousin, 3,65% à la Martinique et 4,40% à la Guadeloupe. Les académies rurales et celles qui souffrent de la désindustrialisation, là où, souvent, les difficultés pour enseigner sont difficiles, comptent parmi les plus touchées.

La scolarisation des enfants de moins de trois ans, dont tout le monde reconnaît l'intérêt pour la réussite scolaire, est devenue quasi inexistante, même dans les académies (Bretagne...) où elle constituait un atout. Ailleurs, des regroupements d'école, sous prétexte de meilleure gestion et efficacité pédagogique, se traduisent par des suppressions de postes.

La liste est longue...

La Cgt Educ'action refuse ces 5100 suppressions de postes dans le premier degré (auxquels s'ajoutent les 5550 du second degré) et rejette la politique de casse du service public d'éducation qui les induit et les accompagne. Elle appelle, partout où c'est possible, dans les départements, à participer aux AG, à rechercher l'unité syndicale pour s'opposer massivement aux mesures de carte scolaire en recherchant toutes les actions qui seront utiles pour changer de cap. Un préavis de grève est déposé nationalement pour chaque jour du mois de février et couvre donc les personnels grévistes dans tous les départements.

OCDE : QUI SE CACHE DERRIÈRE SES PRÉCONISATIONS ?

Depuis plusieurs années, les ministres de l'Éducation Nationale, les politiques, le MEDEF et même les organisations syndicales rivalisent de citations extraites des rapports de l'OCDE (l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques) pour justifier telle mesure, telle loi, telle revendication.

Mais savons-nous réellement qui se cache derrière l'OCDE ? Un petit florilège de ses préconisations en matière d'éducation et de services publics nous éclairera.

On pourra ainsi constater que ce que cherche cette organisation relève d'une logique capitaliste de destruction des services publics – ou de leur réduction maximale pour éviter, comble du cynisme, une trop forte mobilisation populaire. C'est cette même logique capitaliste qui supprime la formation des enseignants, atomise la carte scolaire, prône la fin du collège unique, supprime par milliers les postes d'enseignants, s'attaque à leur statut, déqualifie leur travail en aliénant la liberté pédagogique, développe l'autonomie des établissements (du programme ÉCLAIR aux universités pour commencer), dévoie l'enseignement professionnel, distille parmi les cadres et les formateurs le cigüe de la rentabilité, définit les compétences de base (le socle commun, ses évaluations, son livret, véritable "casier scolaire"...) utiles pour produire à minima la main d'œuvre docile qui satisfera aux exigences du système qu'elle génère. Tout est prévu !

« La mondialisation économique, politique et culturelle rend obsolète l'institution implantée localement et ancrée dans une culture déterminée que l'on appelle "l'école" et, en même temps qu'elle, "l'enseignant" » (Organisation de coopération et de développement économique, 1998).

Depuis une quinzaine d'année, les rapports de l'OCDE dont s'inspirent en le disant ou non les gouvernements libéraux et socio-démocrates européens, sont clairs en ce sens. Le texte suivant, cynique s'il en est et même s'il concerne au premier chef les pays en développement afin d'y éviter les révoltes populaires, illustre le propos et nous aide à comprendre les mécanismes en œuvre dans la

politique actuelle : « Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. » (Rapport de Christian Morisson, expert de l'OCDE, La faisabilité politique de l'ajustement, 1996).

Pour les ministres de l'Éducation Nationale qui se succèdent depuis François Fillon (2004), l'objectif est de réaliser des économies de moyens sous couvert de réformes libérales qui seraient imposées par les prétendus piètres résultats des élèves français aux évaluations PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) dont la lecture – volontairement – erronée a amené la refonte des programmes et abouti à ceux de 2008 particulièrement rétrogrades, la justification des suppressions de postes et des RASED et le fameux socle commun. Ces fameuses évaluations PISA sont organisées auprès d'un échantillon d'élèves de 15 ans, tous les trois ans (2003, 2006, 2009...), par l'OCDE. C'est à la suite de leur publication que les libéraux français se sont emparés de l'aubaine pour accuser de tous les maux l'École publique. Or ces évaluations, qui mesurent la « compréhension de l'écrit », la « culture mathématique » et la « culture scientifique », ne sont d'une part pas si fiables que cela (elles doivent démontrer la faiblesse des résultats des États qui consacrent "trop" de finances publiques à l'École) et d'autre

part aboutissent exactement à la conclusion contraire de ce que prônent les conseillers – je n'ose dire "pédagogiques" – du Ministère de l'Éducation Nationale. Selon les résultats PISA, les élèves français n'auraient pas tant besoin d'exercices de répétition puisqu'ils maîtrisent relativement bien les mécanismes en mathématiques et en français, que de progresser dans les domaines de la réflexion, de l'analyse, du réinvestissement des connaissances, du développement de leur esprit critique¹. Bref, la philosophie même du socle commun, si elle sert les intérêts libéraux, ne va pas dans le sens de l'amélioration des résultats attendue²...

Effectifs sabrés (80000 entre 2007 et 2012 !), formatage des élèves et politique managériale chers au MEDEF : rien de tel pour favoriser la privatisation de l'école ; c'est d'ailleurs ce qu'a récemment préconisé de façon à peine voilée une "experte" invitée par la "Mission d'information sur l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation" du Sénat : un élève coûterait tellement moins cher dans le privé... Est-il besoin de rappeler que les conseillers du Président sont assez clairs sur le sujet : Emmanuelle Mignon³ ne s'en cache pas : « Je suis pour une privatisation totale de l'Éducation Nationale » (in *Le Monde* du 02/09/2004).

« L'école publique n'aura plus qu'à assurer l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer de progresser. » (Adult Learning and Technology in OECD Countries, 1996).

Alors, que penser des rapports sur l'éducation édités l'OCDE ? Tout le monde sait qu'on peut faire dire ce qu'on veut à des statistiques, des données chiffrées brutes, et déduire des mêmes des conclusions opposées. Il est surprenant – voire inquiétant – que les syndicats enseignants s'en emparent dès leur parution : car à vouloir justifier ses revendications par les études de l'OCDE, ne

court-on pas le risque de jouer au boomerang et de devoir se contredire, avaler des couleuvres et, finalement, abonder dans le sens du flot libéral qui se déverse jour après jour dans les médias ? Car, ne nous y méprenons pas, ce qui demeure en filigrane dans les analyses de l'OCDE et autres *think tanks*⁴, c'est bien une analyse capitaliste de notre société, une volonté de réduire à leur plus simple expression les dépenses publiques et, par voie de conséquence, de s'en prendre aux services publics accusés de creuser les déficits de l'État.

Méfions nous donc de la dernière sortie de l'OCDE et de ses Regards sur l'Éducation qui viennent de paraître à grand renfort publicitaire⁵. Certes ce rapport place la France en queue de peloton dans plusieurs tableaux ; dans certains cas, comme le faible salaire des salarié-es de l'Éducation en France (un enseignant en France gagne moins que ses voisins européens et son pouvoir d'achat est en nette diminution, ce que nous avons toutes et tous constaté), les inégalités sociales, la proportion toujours plus faible des dépenses publiques affectées à l'Éducation au cours de ces dernières années, il peut rejoindre certaines de nos préoccupations, de nos revendications. Mais ne nous y trompons pas : une lecture attentive de l'avant propos qui accompagne l'édition de 2011 révèle déjà la visée politique : le rapport « *s'intéresse à la qualité des résultats de l'éducation, aux leviers politiques et aux circonstances qui conditionnent ces résultats, ainsi qu'aux diverses formes de rendement privé et social généré par les investissements dans l'éducation* ». Plus loin, le document situe son action dans le contexte historique, économique et politique des pays membres de l'OCDE : « *Des enjeux de qualité et de rentabilité ont émergé dans des temps de restrictions budgétaires, au moment même où les premières enquêtes internationales commençaient à faire apparaître des niveaux de performance extrêmement variés selon les pays. Toutes ces préoccupations ont contribué au lancement, en 1988, du projet INES sur les indicateurs de l'éducation, un effort majeur géré par un ensemble de réseaux d'experts nationaux de l'OCDE pour produire des indicateurs internationaux fiables sur un vaste éventail de thèmes liés à l'éducation* ». Presque tout est dit ! Et le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, d'ajouter : « *La*

concurrence économique se jouant maintenant sur la scène mondiale, les pays ne peuvent plus se permettre de mesurer les performances de leurs systèmes d'éducation à l'aune de leurs seules normes nationales. L'OCDE a reconnu dès ses débuts le rôle central de l'éducation dans le développement économique ; forte de ses indicateurs, l'Organisation est aujourd'hui mieux équipée que jamais pour étudier et encourager ce rôle ».

À l'opposé de ces préconisations de l'OCDE traduites sur le terrain, ces dernières années, par les gouvernements libéraux (de la Grèce et l'Espagne "socialistes" à la Grande-Bretagne conservatrice), nous continuons, à

la Cgt Éduc'action, à **revendiquer un service public d'éducation progressiste, une éducation faite d'abord pour tous ceux qui ont besoin d'école⁶**, non pas qui restreigne les apprentissages à un socle commun de savoirs formatés pour satisfaire au patronat, mais au contraire **qui permette à tous l'accès à une culture commune émancipatrice, qui donne à tou-te-s les clefs pour décrypter le monde, l'analyser, le critiquer, accéder en toute intelligence à une citoyenneté pleine et entière : une éducation qui place enfin l'Humain au cœur de la société.**

Pour nous, y compris et à plus forte raison à l'École, la règle d'or, c'est l'Humain d'abord !

Henri BARON

¹ Si le MEN souhaite continuer à comparer les résultats de la France avec ceux d'autres pays comme la Finlande, très souvent citée en exemple, qu'il le fasse en toute transparence en prenant en compte tous les facteurs (en Finlande, la carte scolaire est obligatoirement et très strictement respectée, l'âge de l'apprentissage de la lecture plus tardif, la sociologie de la population bien différente, l'école est davantage considérée comme un lieu de vie qu'un seul lieu de transmission de savoirs, la compétition n'est pas mise en avant et il n'y a pas de notation avant l'âge de 13 ans, la gratuité est totale, jusqu'aux fournitures, l'enfant est placé au centre du système éducatif, il n'y a quasiment aucun travail extra-scolaire, les journées scolaires sont courtes et le temps annuel d'école est un des plus faible au monde, il existe un véritable "tronc commun" intégral jusqu'à 16 ans...) : <http://www.skolo.org/spip.php?article478>. Voir aussi l'analyse d'André Giordan ("Science à l'école : PISA ne dit pas l'essentiel...") sur le site du Café Pédagogique : http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/2007/PISA_Giordan.aspx. Une récente étude en Grande Bretagne montre d'ailleurs que « se focaliser sur les apprentissages peut améliorer la performance, alors que se focaliser sur la performance peut abaisser la performance » ("A focus on learning can enhance performance, whereas a focus on performance alone can depress performance" de Chris Watkins : <http://www.ioe.ac.uk/newsEvents/43212.html>)

² Voir aussi l'analyse d'André Giordan ("Science à l'école : PISA ne dit pas l'essentiel...") sur le site du Café Pédagogique : http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/2007/PISA_Giordan.aspx

³ Proche conseillère du Président de la République, auteure de son fameux et fumeux Discours de Latrans le 20 décembre 2007. Pour mémoire : « Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance ».

⁴ On se souvient du rapport de l'Institut Montaigne et de ses propositions très libérales, Vaincre l'échec à l'école primaire (http://www.institutmontaigne.org/medias/documents/rapport_echec_scolaire.pdf), bien que tous les *think tanks* s'en défendent, alors qu'ils sont pour la plupart, comme l'institut susnommé, composé de chefs d'entreprises proches de l'idéologie du MEDEF et acoquinés avec l'OCDE (<http://www.institutmontaigne.org/que-faisons-nous-63.html>).

⁵ À télécharger sur <http://www.oecd.org/dataoecd/61/1/48631602.pdf>.

⁶ Le rapport suivant fait partie des textes fondateurs de l'éducation populaire. Il date de... 1792, et mériterait une nouvelle jeunesse : « Offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs ; assurer à chacun d'eux la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales auxquelles il a droit d'être appelé, de développer toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature, et par là établir entre les citoyens une égalité de fait, et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi : tel doit être le premier but d'une instruction nationale ; et, sous ce point de vue, elle est pour la puissance publique un devoir de justice. Diriger l'enseignement de manière que la perfection des arts augmente les jouissances de la généralité des citoyens et l'aisance de ceux qui les cultivent, qu'un plus grand nombre d'hommes deviennent capables de bien remplir les fonctions nécessaires à la société, et que les progrès toujours croissants des lumières ouvrent une source inépuisable de secours dans nos besoins, de remèdes dans nos maux, de moyens de bonheur individuel et de prospérité commune ; cultiver enfin, dans chaque génération, les facultés physiques, intellectuelles et morales, et, par là, contribuer à ce perfectionnement général et graduel de l'espèce humaine, dernier but vers lequel toute institution sociale doit être dirigée : tel doit être encore l'objet de l'instruction ; et c'est pour la puissance publique un devoir imposé par l'intérêt commun de la société, par celui de l'humanité entière. » Nicolas de CONDORCET, Rapport sur l'organisation générale de l'Instruction publique présenté à l'Assemblée Nationale législative au nom du Comité d'Instruction publique (20-21 avril 1792)

HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE

Ne pas en rester à l'affichage médiatique



La Fédération CGT de l'Éducation, Recherche et Culture a pris acte de la volonté du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative (MENJVA) activement contre le harcèlement scolaire qui touche environ un élève sur dix. Elle se félicite que cette problématique, qui peut conduire certains enfants, victimes de violences physiques, d'injures ou de rumeurs, à des troubles psychologiques, à la dépression, à des conduites suicidaires, voire au refus de toute scolarité, soit enfin une préoccupation ministérielle.

Toutefois, elle regrette vivement que l'engagement du ministre n'ait pas été jusqu'à penser l'élaboration d'un volet de cette campagne sur le harcèlement qui touche aussi les personnels. Les adultes de la communauté éducative ne sont effectivement pas épargnés par de telles pratiques comme le prouvent les dernières enquêtes qui dénoncent l'augmentation du taux de « *burn out* » des professeurs, phénomène notamment dû à la dégradation de leurs conditions de travail et aux pressions exercées par leur hiérarchie.

De plus, alors qu'Éric Debarbieux, l'un des experts sollicités sur cette question par le MENJVA, énonce que « *derrière chaque situation de harcèlement il y a le refus et la peur d'une différence* », la FERC CGT regrette que sous couvert de cette campagne médiatique le ministère ait décidé de ne plus mettre en exergue la lutte contre les discriminations à l'École. Ainsi, le Conseil Scientifique, dont finalement M. Héran a refusé la présidence, et dont la FERC CGT n'attendait déjà pas grand chose, ne verra pas le jour.

Selon un représentant du cabinet du ministre, il en va de même des groupes de travail spécifiques à chaque discrimination auxquels devaient être associés les partenaires institutionnels (organisations syndicales de personnels et d'élèves, fédérations de parents d'élèves). Le désengagement du MENJVA dans l'organisation et la promotion des semaines d'éducation contre le racisme n'était déjà pas un signe encourageant, mais voilà deux engagements du ministre qui ne seront pas mis en application.

La FERC CGT partage l'avis d'Éric Debarbieux quand il affirme que la campagne ne sera efficace que si les personnels, notamment les enseignants, « *sont formés* » aux problématiques de harcèlement et de discrimination, et « *ce dès leur formation initiale* ».



La FERC CGT attend du ministère une politique encore plus à l'offensive, notamment en ce qui concerne la lutte contre l'ensemble des discriminations, que ces dernières s'exercent à l'encontre des jeunes (élèves et étudiants), des parents ou des personnels.

Elle entend que le ministère fasse montre d'exemplarité en la matière en étendant la lutte contre le harcèlement aux élèves sans papiers et à leurs parents en les protégeant des expulsions ainsi qu'aux enseignants en situation irrégulière menacés de renvoi dans leur pays.

INTERPRO

Quand les profits sont plus forts que l'aménagement du territoire...

Le 6 juin 2011, le groupe Lafarge annonçait un plan de fermeture du site de Frangey (Tonnerre 89) qui devait d'étalait du 1^{er} août 2011 au le 31 décembre 2012. Ce plan prévoyait le redéploiement des 74 salariés dans les autres unités nationales du groupe.

Lafarge, premier cimentier mondial qui emploie plus de 8000 personnes dans le monde annonçait quasiment en même temps que son chiffre d'affaires était en progression de 9% et représenté 16.2 milliards d'euros ! Le cimentier dégagait ainsi 827 millions de bénéfices et en reversé 35% à ses actionnaires...

Cette décision était aussi brutale pour les salariés et le bassin du tonnerrois qu'inexpliquée ! En effet, sous couvert de surcapacité de production ou d'isolement géographique par rapport à la demande, le groupe mettait à mort le site du Tonnerrois (ouvert en 1930 !). Celui-ci était le plus rentable grâce à sa polyvalence de production et était le plus avancé écologiquement parlant. Les "faibles" arguments de la direction montraient clairement que quand tu veux te débarrasser de ton chien tu dis qu'il a la rage...

L'annonce a déclenché un véritable mouvement de solidarité dans les cimenteries Lafarge, dans la population et chez les élus (tous bords confondus). Cette « fermeture financière » était le coup de grâce pour une région qui se meurt économiquement et démographiquement depuis 20 ans. Cela n'impacte pas seulement une commune rurale, mais l'ensemble des collectivités à 50 km à la ronde. C'est tout le tissu économique, mais aussi les services publics, avec les écoles entre autre, qui vont subir les effets de cette fermeture. À la rentrée 2011, l'IA n'avait pas tenu compte de ces départs, mais aujourd'hui, alors qu'il faut trouver des postes d'enseignants à rendre, le jeu n'est plus le même...



Le départ des salariés, souvent jeunes avec des enfants va avoir de lourdes conséquences sur la future carte scolaire ! Pour ne pas se résigner, pour faire reculer la stratégie capitaliste et exiger le maintien de l'activité sur le site, de nombreuses actions ont été mise en place avec l'appui de l'UD CGT de l'Yonne et l'UL du Tonnerrois : grève et occupation du site, manifestations dans les communes impactées, blocage des routes et des ronds-points, manifestation lourdement réprimée au siège social Lafarge... Cette détermination a poussé 12 salariés à entamer une grève de la faim pendant 10 jours. Face à l'ampleur de la mobilisation, la direction Lafarge a accepté de négocier son départ de Frangey. À ce jour, 34 salaires ont été reclassés dans d'autres unités et l'usine tourne encore grâce à 35 autres qui attendent le rachat de l'usine et leur futur départ...

Le 2 février, au moment où nous bouclons ce journal, le groupe annonce 460 suppressions d'emplois dans le monde, dont 90 en France...

blog des Lafarge Frangey : <http://frangey.over-blog.com/>

Jérôme SINOT

INTERPRO

Pour l'emploi avec Pétroplus !



Depuis le mercredi 28 décembre à 21 heures, les salariés de la raffinerie Pétroplus de Petit Couronne sont en grève, suite aux problèmes financiers de leur direction. Ce sont 550 emplois qui sont directement menacés de chômage par la fermeture mais aussi un millier d'emplois indirects. Chaque jour depuis début janvier, à 12h45 une Assemblée Générale se tient devant l'usine, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et CFE-CGC, qui réunit l'ensemble des salariés de la raffinerie. L'Union Départementale CGT appelle ses syndicats, en fonction de leurs disponibilités à être présents aux AG. La CGT Éduc'action 76 est présente régulièrement aux AG. Les salariés de l'usine sont pour la plupart aussi les parents des écoles du secteur et l'inquiétude est grande, mais la détermination pour défendre la raffinerie l'est toute autant. Car si la raffinerie ferme, c'est aussi tout un secteur d'activité et donc de formation qui risque d'être supprimé à terme. Quel avenir offrira-t-on aux jeunes en termes de formation, d'emplois ?

En 2008, l'État n'avait-il pas trouvé 360 milliards d'euros pour sauver les banques de la faillite ? Il porte l'entière responsabilité de l'avenir du raffinage en France et de Pétroplus.

Voilà où cela mène, lorsqu'on laisse faire un groupe de spéculateurs financiers prendre le contrôle d'une partie de notre raffinage qui, aujourd'hui, ne peut même plus faire face à sa responsabilité industrielle. Les banques sont également responsables de cette situation. Les mêmes qui ont profité de milliards d'euros de fonds publics et qui se comportent, aujourd'hui, en fossoyeurs d'entreprises et en « purs voyous ». Peu importe le sort réservé aux salariés de la raffinerie après les fêtes de fin d'année, les spéculateurs vont continuer à se goinfrer au caviar... Pour la CGT, ce n'est pas une aide publique qu'il faudrait mais une prise de contrôle public.

Cette situation renforce la position de la CGT sur l'urgence de mettre sous contrôle public toutes les activités liées à l'énergie.

Bernard Thibault sera présent devant la raffinerie de Petit-Couronne le vendredi 10 février 2012. L'Union départementale CGT de Seine-Maritime appelle à un rassemblement devant la raffinerie à partir de 12 h30.

Céline DESANAUX et François-Xavier DURAND
Cgt Éduc'action 76



1^{er} degré
n° 13 - Février 2012

À remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous
UNSEN CGT Éduc'action 263, rue de Paris Case 549 93515 MONTREUIL CEDEX

Je souhaite : prendre contact me syndiquer

Nom (Mme, M.) Prénom

Adresse personnelle

Code postal Localité.....

Tél..... E-mail

Établissement

Code postal Localité.....